

Alerte interne

Guide 2025



Pour toutes questions, transmettez votre demande à **conformite@domusvi.com** ou rendez-vous sur le site internet dédié à la **conformité des affaires**.

Le statut de lanceur d'alerte

1 Le lanceur d'alerte est...

Toute **personne physique** :

- **interne** à l'entreprise
- **externe** à l'entreprise & qui a **personnellement connaissance** des faits

2 Qualifié comme tel si...

- Il **signale** ou divulgue des **informations**
- **Sans contrepartie financière**
- Et de **bonne foi** (croit en l'exactitude des faits)

3 Sans appréhender de...

- Voir sa **responsabilité pénale engagée**
- Subir un **préjudice** (atteinte à sa réputation via les réseaux sociaux)
- Être **suspendu** dans ses fonctions, **mis à pied** ou **licencié**
- Être **rétrogradé** ou se voir **refuser une promotion**
- Faire l'objet de **mesures disciplinaires**, de **discriminations**

Objet de l'alerte

Toute violation... ou tentative de dissimulation d'une violation

- D'une **loi** ou d'un **règlement**
- Du **droit de l'Union Européenne**
- D'un **engagement international** ratifié par la France (missions humanitaires, anti-terrorisme...)

Qui constitue...

- Un **crime** (vol aggravé, viol, attentat...)
- Un **délit** (fraude, corruption, harcèlement...)
- Une **menace** ou un **préjudice** pour l'**intérêt général** (agissement portant atteinte à la sécurité de la population)
- Toute **atteinte grave envers les droits humains** et les libertés fondamentales, la **santé** et la **sécurité** des personnes

Le dépôt d'alerte

1 Accéder au dispositif d'alerte



2 « Nouvelle déclaration »

- Vous basculez sur la plateforme Witik®, plateforme logicielle sécurisée garantissant la confidentialité des données

3 Description des faits

- Vous vous identifiez ou vous déposez une alerte anonyme
- Vous choisissez la catégorie d'alerte
- Vous décrivez les faits motivant le dépôt de votre alerte
- Vous pouvez joindre des fichiers

4 « Soumettre mon alerte »

- Transmission de votre alerte au Responsable Conformité

Les catégories d'alerte

● « Je ne suis pas sûr »

● Corruption

- Offrir ou recevoir une invitation, un pot-de-vin..., directement, ou par l'intermédiaire d'un tiers, pour favoriser l'obtention d'un contrat ou d'une autorisation.

● Discrimination ou harcèlement au travail

- Traitement défavorable en raison des origines, du sexe, de l'âge, des opinions, ou tout autre critère défini par la loi.
- Comportement répété portant atteinte aux droits d'une personne ou, altérant sa santé ou, réalisé dans le but d'obtenir un acte à connotation sexuelle non sollicité/non désiré.

● Protection de l'environnement

- Dommages causés à l'air, l'eau, le sol, les sites naturels, la diversité biologique...

● Pratiques anticoncurrentielles

- Ententes (horizontales ou verticales), abus de position dominante.

● Santé, hygiène et sécurité au travail

- Non-respect de la santé et de la sécurité des collaborateurs, protection des personnes vulnérables.

● Domaine financier, comptable et bancaire

- Blanchiment d'argent, fausse facture, manipulation de chèques, notes de frais fictives, fraude au changement de RIB.

● Conflit d'intérêt

- Intérêt personnel portant atteinte à l'exercice indépendant, impartial et objectif des fonctions d'un collaborateur.

● Protection des droits fondamentaux

- Atteinte à la liberté d'opinion et d'expression, droit à la présomption d'innocence, droit à une procédure contradictoire.

Traitement de l'alerte

En fonction de la catégorie d'alerte choisie, le signalement sera recueilli par la Direction la plus à même de traiter les faits rapportés

● « Je ne suis pas sûr »

Direction à définir

En fonction de la thématique de l'alerte

● **Protection de l'environnement**

Direction du Développement Durable

Directeur du Développement Durable

● **Domaine financier, comptable et bancaire**

Direction Administrative et Financière

Directeur Administratif et Financier

● **Corruption**

Direction Juridique France

Directrice Juridique France

● **Pratiques anticoncurrentielles**

Direction Juridique France

Directrice Juridique France

● **Conflit d'intérêt**

Direction Juridique France

Directrice Juridique France

● **Discrimination ou harcèlement au travail**

Direction des Ressources Humaines

Directeur des Affaires Sociales

● **Santé, hygiène et sécurité au travail**

Direction des Ressources Humaines

Directeur des Affaires Sociales

● **Protection des droits fondamentaux**

Direction Juridique France

Directrice Juridique France

Procédure de suivi

